Crash-test Responsive Mountain au 3DD – Réponse aux objections

31 octobre 2026 · Grégoire Japiot, Responsive Mountain

Rappel

Le 5 octobre 2026, au 3DD, une dizaine de personnes ont mis à l'épreuve les outils de Responsive Mountain (RM) lors d'un atelier de la Semaine de la démocratie. Le 15 octobre, nous vous avons envoyé le relevé des douze objections exprimées ce soir-là. Nous nous étions engagés à répondre à chacune d'elles le 31 octobre au plus tard, avec un statut définitif : intégrée, intégrée en partie, à approfondir, ou non retenue et pourquoi.

Voici cette réponse. En annexe, nous précisons ce que nous retenons, et ce que nous abandonnons, des travaux de recherche qui ont inspiré nos outils, dont la Habermas Machine de Google DeepMind.

Une exigence nous a guidés : qu'une objection ait un effet, et pas seulement un écho. Pour chacune, nous indiquons donc ce qui change concrètement, où, et à quelle échéance. Vous pourrez ainsi vérifier que nos engagements sont tenus.

Quelques mots que nous employons dans ce document :

- **Brique** : l'un des quatre modules de RM présentés lors de l'atelier (cartographie des acteurs, préparation des désaccords, mobilisation, suivi dans la durée).
- **Corpus** : l'ensemble des documents de référence qu'interroge l'IA. Il y a des corpus de territoire (documents publics d'un projet) et des corpus de méthode (participation, sciences du comportement, etc.).
- **Simulation** : la mise en scène, par l'IA, de désaccords plausibles autour d'un projet, à partir des documents du territoire.
- **Personas** : des profils fictifs de publics types, générés par IA.

Ce que vos objections ont changé

Quatre décisions résument l'effet de vos objections sur RM.

1. **La simulation sert à préparer la concertation, pas à la remplacer.**
   Elle aide à repérer des désaccords plausibles, leur provenance, les personnes à aller rencontrer et les formats adaptés. C'est un outil d'exploration précieux, à condition de ne jamais la confondre avec le réel : elle ne dit pas ce que pense une population. Nous abandonnons le vote simulé, les taux d'adhésion, les personas comportant une lecture psychologique et les « leviers de conviction », c'est-à-dire tout ce qui visait à faire adhérer à une position. L'outil change de nom en conséquence : il s'appellera désormais Stress-test des controverses.
2. **Ce que les documents ne disent pas, l'outil le signale.**
   Quand un public est absent ou presque des documents d'un territoire, ce silence devient une information affichée, assortie de pistes pour aller rencontrer les personnes concernées. L'outil sert à repérer qui manque, pour préparer la rencontre, pas pour la remplacer.

3. **Commencer sans IA reste la règle d'entrée, et nous la renforçons.**
   Chaque projet commence déjà par un travail collectif de l'équipe sur un canevas, sans IA. Nous développerons des guides permettant de mener certains exercices entièrement sans IA.
4. **Les garde-fous éthiques sont renforcés.** Nous excluons explicitement les usages liés aux campagnes électorales, nous ajoutons au diagnostic l'examen de la légitimité perçue du commanditaire, et nous relançons la constitution d'un comité d'éthique élargi.

Trois questions n'ont pas de réponse satisfaisante aujourd'hui, ni de notre côté ni, semble-t-il, dans l'écosystème : la frontière entre communication et mobilisation, la mobilisation des ménages les plus aisés sur le climat, et la connaissance des publics qu'on n'entend jamais à cause du manque de données sur ces publics. Plutôt que d'y répondre seuls, nous proposons de les travailler collectivement (voir « Prochains rendez-vous »).

Réponse objection par objection

Sur douze objections, trois sont intégrées, quatre intégrées en partie et cinq à approfondir. Aucune n'est écartée.

#	Brique	Objection, en bref	Statut définitif
1	Préparation des désaccords, personas	Les simulations reproduisent les représentations dominantes	Intégrée en partie
2	Préparation des désaccords, suivi	Des verbatims imaginaires ne sont pas des contributions	Intégrée en partie
3	Toutes	Gagne-t-on vraiment du temps ?	À approfondir
4	Toutes	Simuler au lieu d'aller demander	Intégrée en partie
5	Mobilisation	Mobilisation ou communication ?	À approfondir
6	Mobilisation	Un commanditaire non neutre décrédibilise la démarche	Intégrée
7	Préparation des désaccords	Usage pour des stratégies d'influence électorale	Intégrée en partie
8	Cartographie, désaccords, mobilisation	Faire d'abord l'exercice sans IA	Intégrée
9	Toutes	Transparence des corpus	À approfondir
10	Toutes	Soutenir les professionnel·les, pas les remplacer	Intégrée
11	Cartographie	Les ménages aisés, absents des démarches climatiques	À approfondir

#	Brique	Objection, en bref	Statut définitif
12	Cartographie, mobilisation	Mieux connaître les publics qu'on n'entend jamais	À approfondir

1. Les simulations reproduisent les représentations dominantes

Statut : intégrée en partie.

Cette objection est la plus structurante, et elle est juste. Un outil qui part de documents hérite du regard de celles et ceux qui les ont écrits. Or les publics absents des démarches sont souvent absents des documents eux-mêmes. L'outil risque alors d'entretenir la boucle inverse de celle que défend le guide d'inclusivité du 3DD : parler à la place des absent·es au lieu de soutenir leur expression.

Pourquoi « en partie » ? Parce que ce biais est structurel. Nos changements le réduisent et le rendent visible ; ils ne le suppriment pas.

Ce qui change :

- **Des usages abandonnés.**
  Vote simulé, taux d'adhésion, personas avec lecture psychologique et « leviers de conviction » : tout ce qui prétendait dire ce que pense ou ressent un public, ou visait à le faire adhérer à une position, disparaît.
- **Un changement de fonction.**
  L'outil n'aide plus à décider à partir d'une population simulée. Il aide à concevoir la concertation : quels désaccords sont plausibles, d'où ils viennent (quel document, quel acteur), qui aller rencontrer, avec quels formats.
- **Le silence des documents devient visible.**
  Quand un public est peu ou pas présent dans le corpus, l'outil le signale comme une « absence documentaire ».
- **Des énoncés imaginaires clairement marqués.**
  Chaque énoncé simulé porte un statut : documenté (appuyé sur les documents du territoire), extrapolé, ou non documenté. Les énoncés attribués à des publics absents des documents sont signalés visuellement et peuvent être affichés seuls. Chacun porte un avertissement : il s'agit d'une hypothèse produite par l'IA, sans appui dans les documents du territoire, et non d'une parole recueillie. Chacun est accompagné de pistes concrètes pour aller vers les personnes concernées et vérifier, ou infirmer, cette hypothèse.
- **Une vérification de la pluralité.**
  Les simulations par IA ont tendance à faire glisser les positions vers celle du modèle lui-même, c'est-à-dire vers les représentations dominantes. La version reconçue interrogera d'abord le modèle sur sa propre position, sans rôle attribué, pour disposer d'un point de référence. Elle vérifiera quelles perspectives manquent avant de lancer la simulation, puis signalera si les positions simulées se rapprochent de ce point de référence (voir l'annexe).

Nous avons envisagé d'aller plus loin : ne plus produire du tout d'énoncés pour ces publics. Nous ne l'avons pas retenu à ce stade. Ces hypothèses aident les équipes à préparer leurs rencontres (quelles questions poser, quelles idées reçues vérifier). Mais c'est précisément le point que le nouveau test devra

trancher : si l'avertissement ne suffit pas à empêcher que ces énoncés soient lus comme des paroles, nous pourrons travailler à une nouvelle correction, puis la soumettre à un nouveau test avec celles et ceux que cela intéresse.

Ce que nous gardons. Renoncer aux leviers de conviction ne veut pas dire renoncer à comprendre ce qui fait venir les gens, ou ce qui les en empêche. Mobiliser, c'est lever des freins (horaires, lieux, langue, sentiment de ne pas être légitime, défiance) et rejoindre les raisons que chacun·e peut avoir de participer. Ce travail reste au cœur de RM, y compris en s'appuyant sur les sciences du comportement. La ligne que nous tenons est simple : un levier sert à faciliter la participation, jamais à amener les personnes vers une position décidée à l'avance, et il doit pouvoir être expliqué ouvertement aux personnes concernées.

2. Des verbatims imaginaires ne sont pas des contributions

Statut : intégrée en partie.

La séparation est désormais nette. La simulation ne concerne que l'avant-débat. Le traitement des contributions réelles relève d'une autre brique, la restitution, pour ne jamais mêler paroles simulées et paroles réelles sous un même nom. Tout élément simulé porte un marquage qui l'identifie comme tel. Chaque sortie sera aussi accompagnée d'une fiche de configuration : modèle utilisé, date, version des consignes, documents mobilisés, nombre de simulations réalisées et usage prévu des résultats. On pourra ainsi savoir d'où vient chaque énoncé et refaire l'exercice dans les mêmes conditions.

Pourquoi « en partie » ? Vous demandiez comment garantir qu'un commanditaire ne s'en serve pas comme de contributions. Nous ne pouvons pas le garantir totalement une fois un livrable remis. Nous pouvons le rendre difficile : un marquage conservé lors des exports, et une clause d'usage qui exclut explicitement cet emploi.

Notre règle n'est pas de ne jamais simuler, mais de ne jamais faire passer une voix simulée pour une parole recueillie. Simuler des parties pour tester un jeu en cours de conception, ou mettre en scène des personnages dans une fiction annoncée comme telle, ne prétend pas dire ce que pensent des habitant·es. En revanche, quand une simulation porte sur ce que pense un public réel, elle reste une hypothèse : produite en amont, marquée comme telle, et jamais mêlée aux contributions d'une concertation.

Le Studio de Mise en Récit, une brique que nous avons développée et qui est en cours de test, évoquée sans être présentée lors de l'atelier, applique la même règle : chaque fait y est sourcé et la fiction y est signalée. Il peut aider à rendre compte des désaccords repérés par un Stress-test des controverses, en distinguant toujours hypothèses simulées et paroles recueillies.

3. Gagne-t-on vraiment du temps ?

Statut : à approfondir.

Nous ne l'avons pas mesuré. Nous ne l'affirmerons donc pas. Nous proposons de mesurer, sur nos prochains projets, le temps passé à chaque étape, relecture, validation et comité compris, et d'en publier une synthèse. Ce que nous pouvons dire aujourd'hui tient à la méthode : RM vise à réduire le nombre d'interrogations de l'IA, à l'opposé des usages où l'on multiplie les demandes approximatives jusqu'à obtenir une réponse qui plaît.

4. Simuler au lieu d'aller demander

Statut : intégrée en partie.

Notre doctrine l'exclut désormais explicitement : une simulation ne sert jamais à « prendre la température » d'une population. Chaque sortie de l'outil se termine par la liste des personnes et des groupes à aller rencontrer. La simulation prépare la rencontre ; elle ne la remplace pas.

Pourquoi « en partie » ? Nous pouvons encadrer l'usage de nos outils, pas les pratiques d'un marché. Le risque que vous décrivez existe au-delà de RM ; nous ne prétendons pas le résoudre seuls.

Une recherche récente de l'Université de Zurich conforte ce choix. Comparée à un forum citoyen réel tenu à Bellinzona sur le même sujet, une simulation par IA a reproduit les arguments généraux du débat, mais pas les raisonnements ancrés dans la vie concrète : faisabilité, emploi, contraintes géographiques. C'est précisément ce que seule la rencontre avec les personnes concernées permet de recueillir (voir l'annexe).

5. Mobilisation ou communication ?

Statut : à approfondir.

Nous n'avons pas de réponse définitive, et l'atelier a montré que les avis étaient très partagés parmi vous. Pour certain·es, mobiliser, c'est d'abord l'humain : relais, terrain, ambassadeurs et ambassadrices. Pour d'autres, des supports comme les mini-MOOCs (courtes formations en ligne) ou les jeux sérieux peuvent y contribuer. La question dépasse RM : elle concerne tous les dispositifs qui visent à élargir la participation.

Nous proposons d'en faire le sujet d'un atelier ouvert : où placer la frontière entre communication et mobilisation, et comment faire en sorte que la communication serve la mobilisation, et non l'inverse.

6. Un commanditaire non neutre décrédibilise la démarche

Statut : intégrée.

Mobiliser, c'est déjà prendre position. Nous ajoutons au canevas de diagnostic, qui ouvre chaque projet, un volet consacré à la légitimité perçue du commanditaire : sa place dans le sujet débattu, l'historique des démarches précédentes, les signaux de défiance connus (recours, pétitions, référendums), et ce qui reste réellement ouvert à la décision. Le commanditaire apparaît dans la cartographie comme un acteur parmi d'autres, et non en surplomb. Quand sa neutralité est en question, l'outil recommande des options : co-portage avec une organisation reconnue par les publics visés, tiers garant, ou partenariat avec une structure ancrée sur le terrain.

Quand : la nouvelle version du canevas est finalisée ; elle sera testée sur un prochain projet.

7. Un usage possible pour des stratégies d'influence électorale

Statut : intégrée en partie.

Ce risque nous tient particulièrement à cœur.
Trois mesures :

- **Une exclusion explicite.**
  Nos conditions d'usage excluront toute demande liée à une campagne électorale ou à la stratégie d'un parti ou d'une candidature.
- **Des rappels dans les interfaces et un « design de friction éthique ».**
  Aux moments où un usage pourrait glisser vers l'influence, l'interface ralentira l'utilisateur et lui rappellera les usages exclus et la finalité de l'outil.
- **Un comité d'éthique élargi.**
  Aujourd'hui, nos livrables sensibles passent par une relecture éthique interne. Depuis le début du projet, nous souhaitons constituer un comité plus large, réunissant des personnes expertes des différents domaines de RM. Nous ne l'avons pas encore réuni, faute de moyens à ce stade. Nous relançons ce chantier : réunions régulières, tests d'attaque (« red teaming » en anglais : chercher délibérément à détourner l'outil pour en révéler les failles), et échanges publics sur les sujets les plus sensibles. La prévention des usages électoraux sera l'un de ses premiers sujets, et d'autres mécanismes de dissuasion lui seront soumis.

Pourquoi « en partie » ? Aucune règle n'empêche totalement le détournement d'une méthode. Nous pouvons le rendre plus difficile, plus visible, et en débattre ouvertement.

8. Faire d'abord l'exercice sans IA

Statut : intégrée.

Lors de l'atelier, notre réponse n'a pas rendu justice à cette proposition : nous l'avons écartée trop vite, en invoquant le temps et les moyens qu'elle demande. Elle rejoint pourtant un principe que nous appliquons déjà.

Chaque projet commence par un atelier collectif où l'équipe remplit un canevas, avec un guide d'animation détaillé, plutôt que par une interrogation de l'IA sur le corpus. L'équipe y décrit précisément le problème qu'elle veut traiter, ses acteurs et ses zones d'ombre. Cette étape trace souvent une bonne partie du chemin. Dans certains cas, elle peut suffire.

Nous allons plus loin : nous passerons en revue nos différents usages pour identifier ceux qui peuvent être menés entièrement sans IA, avec un canevas et un guide d'animation. Par exemple, une équipe pourra préparer elle-même ses désaccords : imaginer les groupes concernés par une controverse, leurs positions, les arguments qu'elle leur prête, puis comparer avec les sorties de l'outil.

Cette comparaison est utile dans les deux sens. Elle montre ce que l'équipe connaît et que l'IA rate, notamment les publics absents des documents (voir l'objection 1). Elle montre aussi ce que l'analyse d'un grand nombre de documents fait ressortir et qu'une équipe n'a pas toujours le temps de repérer.

Cela rejoint notre choix de sobriété : grâce aux canevas remplis collectivement par les équipes, nos processus ne demandent que très peu d’interrogations de l’IA.

9. Les corpus sont-ils publics et transparents ?

Statut : à approfondir.

Aujourd'hui, nos corpus ne sont pas publics. Nous tenons à partager ce qui peut l'être, dans la continuité de notre engagement pour les communs, tout en assurant la pérennité du projet. Certaines ressources ne pourront pas être ouvertes, notamment celles construites avec et pour un commanditaire.

Dans tous les cas, nous nous engageons à donner aux structures avec lesquelles nous travaillons :

- la liste des fichiers des corpus déterminants pour leur projet ;
- au cas par cas, l'accès au contenu de certains de ces fichiers ;
- au cas par cas, l'accès à la base des sources de référence (études, publications, thèses) consultées pour construire ces corpus.

Le corpus de psychologie présenté lors de l'atelier était une première version, aujourd'hui dépassée. Il est remplacé par un corpus consacré aux sciences du comportement et à la vigilance sur les biais dans la participation.

Quand : une feuille de route précisera d'ici la fin de l'année ce que nous ouvrons et ce que nous gardons. Les choix seront soumis au comité d'éthique élargi (objection 7).

10. Soutenir les professionnel·les de la concertation, pas les remplacer

Statut : intégrée.

RM outille celles et ceux qui conçoivent et animent la participation. Il prend en charge ce qui épuise les budgets sans créer de lien : l'analyse documentaire, une première cartographie, les variantes de supports. L'objectif est que le temps ainsi libéré retourne au terrain, aux rencontres et au dialogue. RM intervient aux côtés des structures qui portent les démarches, pas à leur place.

Comme promis le 15 octobre, nous avons publié sur notre site une page consacrée à ce point : « Avec les pros de la participation, pas à leur place ».

11. Les ménages les plus aisés, absents des démarches climatiques

Statut : à approfondir.

Plus qu'une objection à RM, c'est une question que l'atelier a fait émerger, et que nous partageons. Les ménages les plus aisés, souvent les plus émetteurs, sont aussi des absents des démarches climatiques. Les amener à s'en préoccuper, et à remettre en question leur confort et leurs habitudes de consommation, est un problème difficile, que personne n'a résolu.

Nous aimerions relever ce défi collectivement, en proposant un atelier en deux temps : d'abord travailler le fond du sujet, puis imaginer ensemble, sous forme de prototypes, comment certaines briques pourraient aider à mobiliser ces publics.

12. Mieux connaître les publics qu'on n'entend jamais

Statut : à approfondir.

Vous avez pointé un paradoxe : des profils fins pourraient orienter la mobilisation vers celles et ceux qu'on n'entend jamais, mais les données manquent justement sur ces publics. Ce problème est au cœur de RM, né d'abord pour répondre à la question des « toujours les mêmes ».

Notre intention est de constituer, au fil des projets, une base de connaissances qui capitalise sur les retours d'expérience. Elle aiderait la première étape de la cartographie à repérer les publics manquants, en rapprochant le contexte d'un nouveau projet de situations déjà rencontrées. Ce travail sera long avant d'être vraiment utile. Il portera sur des retours d'expérience et des données agrégées, jamais sur des profils individuels.

Nous pensons qu'une telle base gagnerait à être construite comme un commun, avec l'écosystème. Nous proposons d'en faire un groupe de travail ouvert, qui se réunirait tous les deux ou trois mois.

Ce qui reste ouvert

Deux sortes de questions restent ouvertes.

Ce qui dépend de nous.

- **La mesure du temps gagné** (objection 3) : une synthèse sera publiée quand nous aurons des données issues de plusieurs projets.
- **La transparence des corpus** (objection 9) : une feuille de route d'ici la fin de l'année.
- **Le nouveau test du Stress-test des controverses** (objection 1) : il devra notamment dire si nos avertissements suffisent, et si la vérification de la pluralité tient en français, sur des controverses locales.

Ce qui concerne toute la concertation.

La frontière entre communication et mobilisation (objection 5), la mobilisation des ménages les plus aisés sur le climat (objection 11) et la connaissance des publics qu'on n'entend jamais (objection 12) dépassent RM. Nous proposons de les travailler collectivement (voir « Prochains rendez-vous »).

Vous pouvez continuer à contribuer de trois façons : signaler un point de cette réponse qui vous paraît insuffisant ou inexact, participer au nouveau test, ou proposer un projet ou un territoire réel pour une prochaine mise à l'épreuve. Une objection grave et argumentée suffit toujours à remettre un usage en question.

Contact : gregoire @ responsive-mountain.org

Prochains rendez-vous

Nous proposerons au 3DD plusieurs temps d'échange ouverts ; leur calendrier dépendra de ses priorités et de l'intérêt que vous exprimerez.

Rendez-vous	Objections concernées	Forme envisagée
Nouveau test du Stress-test des controverses	1, 2, 4	Atelier de mise à l'épreuve, avec les règles de format retenues le 15 octobre
Communication et mobilisation : où placer la frontière ?	5	Atelier ouvert
Mobiliser les ménages les plus aisés	11	Atelier en deux temps : le fond, puis le

Rendez-vous	Objections concernées	Forme envisagée
sur le climat		prototypage
Une base commune sur les publics qu'on n'entend jamais	12	Groupe de travail tous les deux ou trois mois
Éprouver un récit	Besoin exprimé lors de l'atelier	Atelier consacré à la mise en récit

Ce document vous est envoyé, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont laissé leurs coordonnées. Nous proposons au 3DD de le déposer dans sa base de connaissances, à côté du relevé du 15 octobre.

Merci encore pour la franchise de vos retours : ce sont eux qui ont fait évoluer RM.

Grégoire Japiot, Responsive Mountain

Annexe : ce que nous retenons de la recherche

Trois travaux de recherche, qui se répondent, éclairent nos choix. Le premier nous a inspirés. Le deuxième propose d'utiliser l'IA pour simuler des délibérations. Le troisième soumet cette proposition à la mesure et nous aide à fixer des garde-fous.

La Habermas Machine (Google DeepMind)

Nous avons retenu une idée de cette recherche et abandonné sa finalité : produire de l'accord.

Lors de l'atelier, nous avons partagé le fait que nous nous étions inspirés de travaux de recherche publiés par l'équipe de Google DeepMind. Il s'agit de la « Habermas Machine », décrite dans la revue *Science* en octobre 2024 (Tessler et al., 2024). Ce système rédige, à partir des opinions de participant·es réel·les, des déclarations communes. Un second modèle prédit le degré d'approbation de chaque participant·e, pour retenir les déclarations susceptibles de recueillir l'accord le plus large.

Ce que nous avons retenu. L'idée qu'une IA peut aider à rendre explicites des positions et des désaccords avant une discussion, et à les soumettre à la critique.

Ce que nous avons abandonné.

- La recherche de l'approbation maximale. Plusieurs critiques y voient un risque de lissage des divergences, alors que le débat démocratique consiste aussi à explorer des conflits de valeurs.
- La prédiction de l'adhésion. Certaines versions antérieures de notre outil reprenaient cette logique, avec une « population simulée » et un « score de consensus ». Nous les avons abandonnées.
- La rédaction de compromis par la machine. Notre outil ne propose jamais de formulation de compromis à soumettre à un groupe. Un compromis se construit entre personnes réelles, en délibération, et les désaccords qui demeurent restent visibles.

C'est l'une des raisons du changement de nom de notre outil : « Stress-test des controverses » dit mieux ce qu'il fait, éprouver un projet face aux désaccords plausibles, que ce qu'il ne fait plus.

Une proposition : simuler des délibérations (Rountree et Gastil)

En février 2026, John Rountree et John Gastil, une figure de l'évaluation de la délibération, ont défendu dans le *Journal of Deliberative Democracy* l'usage de l'IA pour simuler des délibérations, en complément de la délibération humaine et jamais à sa place (Rountree et Gastil, 2026). Ils proposent une séquence complète : créer des participant·es fictifs, demander qui manque, faire discuter les valeurs en jeu, produire des options, puis les faire classer par chaque participant·e simulé·e. Ils relèvent aussi que les données d'entraînement des modèles surreprésentent les points de vue dominants et les personnes les plus favorisées : c'est, dit autrement, le risque soulevé par l'objection 1.

Nous en retenons deux éléments : la question « qui manque ? », posée avant toute simulation, et leur liste de transparence (logiciel, données, consignes, nombre de simulations, usage des résultats), que nous reprenons dans notre fiche de configuration (objection 2).

Nous n'en retenons pas les étapes finales : produire des options et les faire classer, c'est-à-dire simuler une décision. Nous écartons aussi deux usages qu'ils envisagent : remplacer un panel citoyen consultatif quand les moyens manquent, et ajouter des voix simulées dans une délibération entre personnes

réelles. Les auteurs reconnaissent eux-mêmes que ce dernier usage risque de marginaliser davantage les perspectives simulées s'il remplace l'effort d'aller vers les publics concernés.

Une recherche suisse sur les simulations de délibération (Université de Zurich)

En octobre 2026, Francesco Veri (Centre for Democracy Studies, Université de Zurich) a prolongé cette proposition en la soumettant à la mesure. Son étude porte sur les conditions auxquelles une simulation de délibération par IA peut être prise au sérieux. L'article est accepté dans la revue *Digital Government: Research and Practice* de l'ACM (Veri, 2026). Il compare notamment une délibération simulée avec un forum citoyen réel, réuni à Bellinzona avant la votation fédérale de juin 2023 sur la loi climat.

Deux constats nous concernent directement. D'abord, les participant·es simulé·es ont tendance à glisser vers la position propre au modèle : c'est la forme technique du risque soulevé par l'objection 1. Ensuite, la simulation reconstitue le discours général, à la manière d'une note d'analyse, mais pas les raisonnements concrets des citoyen·nes. L'auteur présente cette comparaison comme illustrative : un seul sujet, un seul modèle, une seule personne pour coder les arguments.

Il en déduit trois garde-fous. Voici où nous en sommes pour chacun.

Garde-fou proposé	Où en est RM	Notre engagement
Signaler toute sortie comme synthétique et documenter sa configuration	Marquage en place ; configuration pas encore documentée	Fiche de configuration jointe à chaque sortie (objection 2)
Réserver la simulation à la préparation et à l'exploration, jamais à la décision ni à la représentation	En place : c'est notre doctrine (objection 4)	Maintenu, et rappelé dans nos conditions d'usage
Publier un diagnostic de pluralité avec les résultats	Pas encore en place	Point de référence du modèle, contrôle des perspectives manquantes et signalement des glissements dans la version reconçue (objection 1)

Nous ne présentons pas cette étude comme la preuve que nos outils fonctionnent. Nous la retenons comme un cadre de prudence, qui confirme notre parti pris : la simulation en amont, le terrain ensuite.